

L'an deux mil vingt-quatre, le vingt-sept mai, les membres du Conseil Municipal de la Commune de SAINT-AUBIN, se sont réunis à vingt heures et quinze minutes, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire conformément à l'article L2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date de la convocation du conseil municipal : 22 mai 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 19

Monsieur le Maire fait l'appel des conseillers.

Nombre de conseillers municipaux présents : 17

Présents : Jean-Yves ROY, Clotilde BACHUT, François DAUBIGNEY, Maryline VERNEZ, Valérie CHEVRIAUT, Véronique MICHAUD, Annie PERNOUX, François MAIRET, Jacky BOGNON, Thierry CATALANO, Annelyse BOUGAUD, David CHANIET, Maud DUC-SALVATORI, Dominique BLAYON, Laurent PERROT, Frédéric POUTHIER, Philippe JEUNET

Absent(s) excusé(s) : Dominique DEWALLY – Procuration donnée à Jean-Yves ROY, Virginie WINCKLER – Procuration donnée à Laurent PERROT

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 20H15.

Secrétaire de séance : Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est procédé à la nomination du ou des secrétaire(s) de séance. Il est proposé à Madame Maud DUC-SALVATORI d'être désignée en qualité de secrétaire de séance, Madame DUC-SALVATORI accepte cette fonction. Elle sera assistée d'un auxiliaire, Monsieur LUJAN Pierre, non membre du conseil municipal, qui assiste à la séance mais ne participe pas aux délibérations.

Ordre du jour :

1. RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste Secrétaire Général(e)
2. RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste Responsable de service police municipale
3. RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste Responsable des équipes techniques
4. RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste Agent technique Polyvalent
5. RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste Agent technique Polyvalent
6. RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste Agent technique Polyvalent
7. RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste ATSEM
8. RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste ATSEM
9. RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste ATSEM
10. RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste Accompagnateur/trice de bus scolaire
11. RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste Agent d'entretien
12. RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste Agent d'entretien / Atsem
13. RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste Responsable Service Population et Urbanisme
14. RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste Responsable Service Accueil et Communication
15. RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste Agent en charge de la comptabilité, des archives et l'association foncière
16. RESSOURCES HUMAINES : Instauration des indemnités horaires pour travaux supplémentaires
17. RESSOURCES HUMAINES : Recours à l'apprentissage
18. FINANCE : Choix des entreprises concernant la rénovation des toilettes de l'école ANNE RAFFY
19. FINANCE : Devis du feu d'artifice du 14 juillet
20. FINANCE : Tarifs foyer rural

21. FINANCE : Fête patronale remboursement tickets de manège, de boisson et de gaufre
22. FINANCE : Réfection des cloches de l'église
23. FINANCE : Subvention au titre du volet renouvellement forestier France 2030
24. FINANCE : Subvention Départementale Budget Bois – Travaux de Nettoyement - dépressage
25. FINANCE : Validation devis Green-Box – Campagne de communication Lotissement Corvée Seguine
26. FINANCE : Commande groupée Pellets
27. MARCHÉ PUBLIC : Solde opération SIEDEC lotissement Corvée Seguine
28. URBANISME : Avis de la Commune sur la demande d'enregistrement déposée par le SICTOM de la zone de Dole pour le projet de réaménagement et à la mise en conformité de la déchetterie sur la commune de Saint-Aubin
29. Questions Diverses

Le procès-verbal de la réunion du 08 avril 2024 est adopté à l'unanimité.

COM-27-27-05-24 : RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste Secrétaire Général(e) :

Rapporteur : Jean-Yves ROY, Maire :

Monsieur le Maire indique aux membres du conseil municipal que les délibérations concernant les différents postes de la collectivité ne s'inscrivent pas dans le cadre légal actuel. Il est impératif que ces délibérations précisent le nom du poste, les différents grades permettant d'y accéder ainsi que le temps de travail du poste.

En conséquence, les 15 premières délibérations de ce conseil municipal concernent les différents postes existants de la collectivité. Aussi :

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le tableau des emplois,

Vu l'attente de l'avis du Comité Social Territorial,

Le Maire, informe l'assemblée :

Conformément aux dispositions de l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'organe délibérant de la collectivité de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Monsieur le Maire précise qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par un contractuel relevant du grade de Rédacteur Territorial (Catégorie B) dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de la Fonction Publique. Il devra dans ce cas justifier d'une expérience professionnelle significative dans son secteur d'expertise. La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement. La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience. Le recrutement de l'agent contractuel sera alors prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Considérant l'absence du temps de travail dans la délibération d'origine du poste de Secrétaire Général(e), il convient de supprimer et créer les emplois correspondants.

Le Maire propose à l'assemblée :

La suppression de l'emploi de Secrétaire Général(e)

Et

La création d'un emploi de Secrétaire Général(e) à temps complet à compter du 1^{er} Juin 2024 et d'ouvrir cet emploi au grade de Rédacteur.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

- **D'adopter** la proposition de Monsieur le Maire,
- **De modifier** comme suit le tableau des emplois à compter du 1^{er} Juin 2024 :
 - Emploi : Secrétaire Général(e)
 - Filière : Administrative
 - Cadre d'emploi : Rédacteur (B)
 - Grade : Rédacteur territorial
 - Ancien effectif : 1
 - Nouvel effectif : 1
- **Se réserve** la possibilité, en cas de recherches infructueuses de candidat statutaire, de recruter un agent contractuel dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de Fonction Publique.
- **Dit** qu'en cas de recherches infructueuses le candidat contractuel recruté sera rémunéré conformément à la grille indiciaire du grade de Rédacteur Territorial
- **Dit** que les crédits correspondants sont inscrits au budget

AUTORISE

- Le Maire à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération selon les modalités précisées ci-dessus.

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

COM-28-27-05-24 : RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste Responsable de Service Police Municipale :

Rapporteur : Jean-Yves ROY, Maire :

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le tableau des emplois,

Vu l'attente de l'avis du Comité Social Territorial,

Le Maire, informe l'assemblée :

Conformément aux dispositions de l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'organe délibérant de la collectivité de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Monsieur le Maire précise qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par un contractuel relevant du grade de Brigadier-Chef-Principal (Catégorie C) dans les

conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de la Fonction Publique. Il devra dans ce cas justifier d'une expérience professionnelle significative dans son secteur d'expertise. La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement. La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience. Le recrutement de l'agent contractuel sera alors prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Considérant l'absence du temps de travail dans la délibération d'origine du poste de Responsable du service Police Municipale il convient de supprimer et créer les emplois correspondants.

Le Maire propose à l'assemblée :

La suppression de l'emploi de Responsable du Service Police Municipale

Et

La création d'un emploi de Responsable du Service Police Municipale à temps complet à compter du 1^{er} Juin 2024 et d'ouvrir cet emploi au grade Brigadier-Chef-Principal

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

- **D'adopter** la proposition de Monsieur le Maire,
- **De modifier** comme suit le tableau des emplois à compter du 1^{er} Juin 2024 :
Emploi : Responsable du Service Police Municipale
Filière : Police Municipale
Cadre d'emploi : Agents de Police Municipale (C)
Grade : Brigadier-Chef-Principal.
Ancien effectif : 1
Nouvel effectif : 1
- **Se réserve** la possibilité, en cas de recherches infructueuses de candidat statutaire, de recruter un agent contractuel dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de Fonction Publique.
- **Dit** qu'en cas de recherches infructueuses le candidat contractuel recruté sera rémunéré conformément à la grille indiciaire du grade de Gardien-Chef-Brigadier
- **Dit** que les crédits correspondants sont inscrits au budget

AUTORISE

- Le Maire à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération selon les modalités précisées ci-dessus.

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

COM-29-27-05-24 : RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste Responsable des équipes techniques :

Rapporteur : Jean-Yves ROY, Maire :

Vu le code général de la fonction publique,
Vu le tableau des emplois,
Vu l'attente de l'avis du Comité Social Territorial,

Le Maire, informe l'assemblée :

Conformément aux dispositions de l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'organe délibérant de la collectivité de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Monsieur le Maire précise qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par un contractuel relevant du grade d'Agent de Maîtrise Principal (Catégorie C) dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de la Fonction Publique. Il devra dans ce cas justifier d'une expérience professionnelle significative dans son secteur d'expertise. La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement. La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience. Le recrutement de l'agent contractuel sera alors prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Considérant l'absence du temps de travail dans la délibération d'origine du poste de Responsable du service Police Municipale il convient de supprimer et créer les emplois correspondants.

Le Maire propose à l'assemblée :

La suppression de l'emploi de Responsable des équipes techniques

Et

La création d'un emploi de Responsable des équipes techniques à temps complet à compter du 1^{er} Juin 2024 et d'ouvrir cet emploi au grade d'Agent de Maîtrise Principal.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

- **D'adopter** la proposition de Monsieur le Maire,
- **De modifier** comme suit le tableau des emplois à compter du 1^{er} Juin 2024 :
 - Emploi : Responsable des équipes techniques
 - Filière : Technique
 - Cadre d'emploi : Agent de Maîtrise (C)
 - Grade : Agent de Maîtrise Principal
 - Ancien effectif : 1
 - Nouvel effectif : 1
- **Se réserve** la possibilité, en cas de recherches infructueuses de candidat statutaire, de recruter un agent contractuel dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de Fonction Publique.
- **Dit** qu'en cas de recherches infructueuses le candidat contractuel recruté sera rémunéré conformément à la grille indiciaire du grade d'Agent de Maîtrise Principal
- **Dit** que les crédits correspondants sont inscrits au budget

AUTORISE

- Le Maire à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération selon les modalités précisées ci-dessus.

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

COM-30-27-05-24 : RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste Agent polyvalent :

Rapporteur : Jean-Yves ROY, Maire :

Vu le code général de la fonction publique,
Vu le tableau des emplois,
Vu l'attente de l'avis du Comité Social Territorial,

Le Maire, informe l'assemblée :

Conformément aux dispositions de l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'organe délibérant de la collectivité de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Monsieur le Maire précise qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par un contractuel relevant du grade d'Adjoint Technique Territorial (Catégorie C) dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de la Fonction Publique. Il devra dans ce cas justifier d'une expérience professionnelle significative dans son secteur d'expertise. La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement. La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience. Le recrutement de l'agent contractuel sera alors prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Considérant l'absence du temps de travail dans la délibération d'origine du poste d'Agent Polyvalent il convient de supprimer et créer les emplois correspondants.

Le Maire propose à l'assemblée :

La suppression de l'emploi d'Agent Polyvalent

Et

La création d'un emploi d'Agent Polyvalent à temps complet à compter du 1^{er} Juin 2024 et d'ouvrir cet emploi au grade d'Adjoint Technique.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

- **D'adopter** la proposition de Monsieur le Maire,
- **De modifier** comme suit le tableau des emplois à compter du 1^{er} Juin 2024 :

Emploi : Agent Polyvalent
Filière : Technique
Cadre d'emploi : Adjoint Technique Territoriaux (C)
Grade : Adjoint technique
Ancien effectif : 3
Nouvel effectif : 3

- **Se réserve** la possibilité, en cas de recherches infructueuses de candidat statutaire, de recruter un agent contractuel dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de Fonction Publique.
- **Dit** qu'en cas de recherches infructueuses le candidat contractuel recruté sera rémunéré conformément à la grille indiciaire du grade d'adjoint technique
- **Dit** que les crédits correspondants sont inscrits au budget

AUTORISE

- Le Maire à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération selon les modalités précisées ci-dessus.

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

COM-31-27-05-24 : RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste Agent polyvalent :

Rapporteur : Jean-Yves ROY, Maire :

Vu le code général de la fonction publique,
Vu le tableau des emplois,
Vu l'attente de l'avis du Comité Social Territorial,

Le Maire, informe l'assemblée :

Conformément aux dispositions de l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'organe délibérant de la collectivité de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Monsieur le Maire précise qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par un contractuel relevant du grade d'Adjoint Technique Territorial (Catégorie C) dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de la Fonction Publique. Il devra dans ce cas justifier d'une expérience professionnelle significative dans son secteur d'expertise. La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement. La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience. Le recrutement de l'agent contractuel sera alors prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Considérant l'absence du temps de travail dans la délibération d'origine du poste d'Agent Polyvalent il convient de supprimer et créer les emplois correspondants.

Le Maire propose à l'assemblée :

La suppression de l'emploi d'Agent Polyvalent

Et

La création d'un emploi d'Agent Polyvalent à temps complet à compter du 1^{er} Juin 2024 et d'ouvrir cet emploi au grade d'Adjoint Technique.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

- **D'adopter** la proposition de Monsieur le Maire,
- **De modifier** comme suit le tableau des emplois à compter du 1^{er} Juin 2024 :
Emploi : Agent Polyvalent
Filière : Technique
Cadre d'emploi : Adjoint Technique Territoriaux (C)
Grade : Adjoint technique
Ancien effectif : 3
Nouvel effectif : 3
- **Se réserve** la possibilité, en cas de recherches infructueuses de candidat statutaire, de recruter un agent contractuel dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de Fonction Publique.
- **Dit** qu'en cas de recherches infructueuses le candidat contractuel recruté sera rémunéré conformément à la grille indiciaire du grade d'adjoint technique
- **Dit** que les crédits correspondants sont inscrits au budget

AUTORISE

- Le Maire à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération selon les modalités précisées ci-dessus.

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

COM-32-27-05-24 : RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste Agent polyvalent :

Rapporteur : Jean-Yves ROY, Maire :

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le tableau des emplois,

Vu l'attente de l'avis du Comité Social Territorial,

Le Maire, informe l'assemblée :

Conformément aux dispositions de l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'organe délibérant de la collectivité de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Monsieur le Maire précise qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par un contractuel relevant du grade d'Adjoint Technique Territorial (Catégorie C) dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de la Fonction Publique. Il devra dans ce cas justifier d'une expérience professionnelle significative dans son secteur d'expertise. La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement. La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience. Le recrutement de l'agent contractuel sera alors prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Considérant l'absence du temps de travail dans la délibération d'origine du poste d'Agent Polyvalent il convient de supprimer et créer les emplois correspondants.

Le Maire propose à l'assemblée :

La suppression de l'emploi d'Agent Polyvalent

Et

La création d'un emploi d'Agent Polyvalent à temps complet à compter du 1^{er} Juin 2024 et d'ouvrir cet emploi aux grade d'Adjoint Technique.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

- **D'adopter** la proposition de Monsieur le Maire,
- **De modifier** comme suit le tableau des emplois à compter du 1^{er} Juin 2024 :
 - Emploi : Agent Polyvalent
 - Filière : Technique
 - Cadre d'emploi : Adjoint Technique Territoriaux (C)
 - Grade : Adjoint technique
 - Ancien effectif : 3
 - Nouvel effectif : 3
- **Se réserve** la possibilité, en cas de recherches infructueuses de candidat statutaire, de recruter un agent contractuel dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de Fonction Publique.
- **Dit** qu'en cas de recherches infructueuses le candidat contractuel recruté sera rémunéré conformément à la grille indiciaire du grade d'adjoint technique
- **Dit** que les crédits correspondants sont inscrits au budget

AUTORISE

- Le Maire à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération selon les modalités précisées ci-dessus.

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

COM-33-27-05-24 : RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste ATSEM:
Rapporteur : Jean-Yves ROY, Maire :

Vu le code général de la fonction publique,
Vu le tableau des emplois,
Vu l'attente de l'avis du Comité Social Territorial,

Le Maire, informe l'assemblée :

Conformément aux dispositions de l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'organe délibérant de la collectivité de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Monsieur le Maire précise qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par un contractuel relevant du grade d'Adjoint Technique Principal 2^{ème} classe (Catégorie C) dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de la Fonction Publique. Il devra dans ce cas justifier d'une expérience professionnelle significative dans son secteur d'expertise. La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement. La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience. Le recrutement de l'agent contractuel sera alors prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Considérant l'absence d'intitulé du poste dans la délibération d'origine du poste d'ATSEM il convient de supprimer et créer les emplois correspondants.

Le Maire propose à l'assemblée :

La suppression de l'emploi d'ATSEM

Et

La création d'un emploi d'ATSEM à temps complet à compter du 1^{er} Juin 2024 et d'ouvrir cet emploi au grade d'Adjoint Technique Principal 2^{ème} classe.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

- **D'adopter** la proposition de Monsieur le Maire,
- **De modifier** comme suit le tableau des emplois à compter du 1^{er} Juin 2024 :
 - Emploi : ATSEM
 - Filière : Technique
 - Cadre d'emploi : Adjoint Technique Territoriaux (C)
 - Grade : Adjoint technique principal 2^{ème} classe
 - Ancien effectif : 1
 - Nouvel effectif : 1
- **Se réserve** la possibilité, en cas de recherches infructueuses de candidat statutaire, de recruter un agent contractuel dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de Fonction Publique.
- **Dit** qu'en cas de recherches infructueuses le candidat contractuel recruté sera rémunéré conformément à la grille indiciaire du grade d'adjoint technique principal 2^{ème} classe
- **Dit** que les crédits correspondants sont inscrits au budget

AUTORISE

- Le Maire à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération selon les modalités précisées ci-dessus.

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

COM-34-27-05-24 : RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste ATSEM:

Rapporteur : Jean-Yves ROY, Maire :

Vu le code général de la fonction publique,
Vu le tableau des emplois,
Vu l'attente de l'avis du Comité Social Territorial,

Le Maire, informe l'assemblée :

Conformément aux dispositions de l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'organe délibérant de la collectivité de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Monsieur le Maire précise qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par un contractuel relevant du grade d'Adjoint Technique Territorial (Catégorie C) dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de la Fonction Publique. Il devra dans ce cas justifier d'une expérience professionnelle significative dans son secteur d'expertise. La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement. La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience. Le recrutement de l'agent contractuel sera alors prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Considérant l'absence d'intitulé du poste dans la délibération d'origine du poste d'ATSEM il convient de supprimer et créer les emplois correspondants.

Le Maire propose à l'assemblée :

La suppression de l'emploi d'ATSEM

Et

La création d'un emploi d'ATSEM à temps non complet à raison de 16h49 hebdomadaires à compter du 1^{er} Juin 2024 et d'ouvrir cet emploi au grade d'Adjoint Technique.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

- **D'adopter** la proposition de Monsieur le Maire,

- **De modifier** comme suit le tableau des emplois à compter du 1^{er} Juin 2024 :
 Emploi : ATSEM
 Filière : Technique
 Cadre d'emploi : Adjoint Technique Territoriaux (C)
 Grade : Adjoint technique
 Ancien effectif : 1
 Nouvel effectif : 1
- **Se réserve** la possibilité, en cas de recherches infructueuses de candidat statutaire, de recruter un agent contractuel dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de Fonction Publique.
- **Dit** qu'en cas de recherches infructueuses le candidat contractuel recruté sera rémunéré conformément à la grille indiciaire du grade d'adjoint technique
- **Dit** que les crédits correspondants sont inscrits au budget

AUTORISE

- Le Maire à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération selon les modalités précisées ci-dessus.

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

COM-35-27-05-24 : RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste ATSEM:
Rapporteur : Jean-Yves ROY, Maire :

Vu le code général de la fonction publique,
 Vu le tableau des emplois,
 Vu l'attente de l'avis du Comité Social Territorial,

Le Maire, informe l'assemblée :

Conformément aux dispositions de l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'organe délibérant de la collectivité de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Monsieur le Maire précise qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par un contractuel relevant du grade d'Adjoint Technique Territorial (Catégorie C) dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de la Fonction Publique. Il devra dans ce cas justifier d'une expérience professionnelle significative dans son secteur d'expertise. La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement. La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience. Le recrutement de l'agent contractuel sera alors prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Considérant l'absence d'intitulé du poste dans la délibération d'origine du poste d'ATSEM il convient de supprimer et créer les emplois correspondants.

Le Maire propose à l'assemblée :

La suppression de l'emploi d'ATSEM

Et

La création d'un emploi d'ATSEM à temps non complet à raison de 20h hebdomadaires à compter du 1^{er} Juin 2024 et d'ouvrir cet emploi au grade d'Adjoint Technique.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

- **D'adopter** la proposition de Monsieur le Maire,
- **De modifier** comme suit le tableau des emplois à compter du 1^{er} Juin 2024 :
 - Emploi : ATSEM
 - Filière : Technique / Sociale
 - Cadre d'emploi : Adjoint Technique Territoriaux (C)
 - Grade : Adjoint technique
 - Ancien effectif : 1
 - Nouvel effectif : 1
- **Se réserve** la possibilité, en cas de recherches infructueuses de candidat statutaire, de recruter un agent contractuel dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de Fonction Publique.
- **Dit** qu'en cas de recherches infructueuses le candidat contractuel recruté sera rémunéré conformément à la grille indiciaire du grade d'adjoint technique
- **Dit** que les crédits correspondants sont inscrits au budget

AUTORISE

- Le Maire à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération selon les modalités précisées ci-dessus.

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

COM-36-27-05-24 : RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste d'Accompagnateur/trice de bus scolaire;
Rapporteur : Jean-Yves ROY, Maire :

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le tableau des emplois,

Vu l'attente de l'avis du Comité Social Territorial,

Le Maire, informe l'assemblée :

Conformément aux dispositions de l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'organe délibérant de la collectivité de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Monsieur le Maire précise qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par un contractuel relevant du grade d'Adjoint d'Animation (Catégorie C) dans les

conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de la Fonction Publique. Il devra dans ce cas justifier d'une expérience professionnelle significative dans son secteur d'expertise. La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement. La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience. Le recrutement de l'agent contractuel sera alors prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Considérant l'absence d'intitulé du poste dans la délibération d'origine du poste d'Accompagnateur/trice du bus scolaire il convient de supprimer et créer les emplois correspondants.

Le Maire propose à l'assemblée :

La suppression de l'emploi d'Accompagnateur/trice de bus scolaire

Et

La création d'un emploi d'Accompagnateur/trice de bus scolaire à temps non complet à raison de 7.62h hebdomadaires à compter du 1^{er} Juin 2024 et d'ouvrir cet emploi au grade d'Adjoint d'animation.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

- **D'adopter** la proposition de Monsieur le Maire,
- **De modifier** comme suit le tableau des emplois à compter du 1^{er} Juin 2024 :
Emploi : Accompagnateur/trice de bus scolaire
Filière : Animation
Cadre d'emploi : Adjoint d'animation territoriaux (C)
Grade : Adjoint d'animation
Ancien effectif : 1
Nouvel effectif : 1
- **Se réserve** la possibilité, en cas de recherches infructueuses de candidat statutaire, de recruter un agent contractuel dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de Fonction Publique.
- **Dit** qu'en cas de recherches infructueuses le candidat contractuel recruté sera rémunéré conformément à la grille indiciaire du grade d'adjoint d'animation.
- **Dit** que les crédits correspondants sont inscrits au budget

AUTORISE

- Le Maire à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération selon les modalités précisées ci-dessus.

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

COM-37-27-05-24 : RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste d'Agent d'entretien :

Rapporteur : Jean-Yves ROY, Maire :

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le tableau des emplois,

Le Maire, informe l'assemblée :

Conformément aux dispositions de l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'organe délibérant de la collectivité de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Monsieur le Maire précise qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par un contractuel relevant du grade d'Adjoint Technique (Catégorie C) dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de la Fonction Publique. Il devra dans ce cas justifier d'une expérience professionnelle significative dans son secteur d'expertise. La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement. La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience. Le recrutement de l'agent contractuel sera alors prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Considérant l'absence du temps de travail dans la délibération d'origine du poste d'agent d'entretien il convient de supprimer et créer les emplois correspondants.

Le Maire propose à l'assemblée :

La suppression de l'emploi d'Agent d'entretien

Et

La création d'un emploi d'Agent d'entretien à temps non complet à raison de 28h hebdomadaires à compter du 1^{er} Juin 2024 et d'ouvrir cet emploi au grade d'Adjoint technique.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

- **D'adopter** la proposition de Monsieur le Maire,
- **De modifier** comme suit le tableau des emplois à compter du 1^{er} Juin 2024 :
 - Emploi : Agent d'entretien
 - Filière : Technique
 - Cadre d'emploi : Adjoint Technique Territoriauxc (C)
 - Grade : Adjoint technique
 - Ancien effectif : 1
 - Nouvel effectif : 1
- **Se réserve** la possibilité, en cas de recherches infructueuses de candidat statutaire, de recruter un agent contractuel dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de Fonction Publique.
- **Dit** qu'en cas de recherches infructueuses le candidat contractuel recruté sera rémunéré conformément à la grille indiciaire du grade d'adjoint technique.
- **Dit** que les crédits correspondants sont inscrits au budget

AUTORISE

- Le Maire à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération selon les modalités précisées ci-dessus.

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

COM-38-27-05-24 : RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste d'Agent d'entretien / ATSEM :

Rapporteur : Jean-Yves ROY, Maire :

Vu le code général de la fonction publique,
Vu le tableau des emplois,
Vu l'attente de l'avis du Comité Social Territorial,

Le Maire, informe l'assemblée :

Conformément aux dispositions de l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'organe délibérant de la collectivité de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Monsieur le Maire précise qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par un contractuel relevant du grade d'Adjoint Technique (Catégorie C) dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de la Fonction Publique. Il devra dans ce cas justifier d'une expérience professionnelle significative dans son secteur d'expertise. La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement. La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience. Le recrutement de l'agent contractuel sera alors prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Considérant l'absence de délibération pour la création du poste correspondant au grade d'adjoint technique il convient de supprimer et créer les emplois correspondants au poste d'Agent d'entretien / ATSEM.

Le Maire propose à l'assemblée :

La suppression de l'emploi d'adjoint technique

Et

La création d'un emploi d'Agent d'entretien/ATSEM à temps non complet à raison de 28h hebdomadaires à compter du 1^{er} Juin 2024 et d'ouvrir cet emploi au grade d'Adjoint technique.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

- **D'adopter** la proposition de Monsieur le Maire,
- **De modifier** comme suit le tableau des emplois à compter du 1^{er} Juin 2024 :
Emploi : Agent d'entretien / ATSEM
Filière : Technique

Cadre d'emploi : Adjoint Technique Territoriauxc (C)

Grade : Adjoint technique

Ancien effectif : 1

Nouvel effectif : 1

- **Se réserve** la possibilité, en cas de recherches infructueuses de candidat statutaire, de recruter un agent contractuel dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de Fonction Publique.
- **Dit** qu'en cas de recherches infructueuses le candidat contractuel recruté sera rémunéré conformément à la grille indiciaire du grade d'adjoint technique.
- **Dit** que les crédits correspondants sont inscrits au budget

AUTORISE

- Le Maire à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération selon les modalités précisées ci-dessus.

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

COM-39-27-05-24 : RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste de Responsable Service Population et Urbanisme :

Rapporteur : Jean-Yves ROY, Maire :

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le tableau des emplois,

Vu l'attente de l'avis du Comité Social Territorial,

Le Maire, informe l'assemblée :

Conformément aux dispositions de l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'organe délibérant de la collectivité de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Monsieur le Maire précise qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par un contractuel relevant du grade de Rédacteur (Catégorie B) dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de la Fonction Publique. Il devra dans ce cas justifier d'une expérience professionnelle significative dans son secteur d'expertise. La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement. La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience. Le recrutement de l'agent contractuel sera alors prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Considérant l'absence du temps de travail dans la délibération d'origine du poste de Responsable Service Population et Urbanisme il convient de supprimer et créer les emplois correspondants.

Le Maire propose à l'assemblée :

La suppression de l'emploi de Responsable Service Population et Urbanisme

Et

La création d'un emploi de Responsable Service Population et Urbanisme à temps complet à compter du 1^{er} Juin 2024 et d'ouvrir cet emploi au grade de Rédacteur.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

- **D'adopter** la proposition de Monsieur le Maire,
- **De modifier** comme suit le tableau des emplois à compter du 1^{er} Juin 2024 :
Emploi : Responsable Service Population et Urbanisme
Filière : Administrative
Cadre d'emploi : Rédacteur Territoriaux (B)
Grade : Rédacteur
Ancien effectif : 1
Nouvel effectif : 1
- **Se réserve** la possibilité, en cas de recherches infructueuses de candidat statutaire, de recruter un agent contractuel dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de Fonction Publique.
- **Dit** qu'en cas de recherches infructueuses le candidat contractuel recruté sera rémunéré conformément à la grille indiciaire du grade de Rédacteur.
- **Dit** que les crédits correspondants sont inscrits au budget

AUTORISE

- Le Maire à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération selon les modalités précisées ci-dessus.

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

COM-40-27-05-24 : RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste de Responsable Service Accueil et Communication :

Rapporteur : Jean-Yves ROY, Maire :

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le tableau des emplois,

Vu l'attente de l'avis du Comité Social Territorial,

Le Maire, informe l'assemblée :

Conformément aux dispositions de l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'organe délibérant de la collectivité de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Monsieur le Maire précise qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par un contractuel relevant du grade d'Adjoint administratif (Catégorie C) dans les

conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de la Fonction Publique. Il devra dans ce cas justifier d'une expérience professionnelle significative dans son secteur d'expertise. La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement. La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience. Le recrutement de l'agent contractuel sera alors prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Considérant l'absence d'intitulé du poste dans la délibération d'origine du poste de Responsable Service Accueil et Communication il convient de supprimer et créer les emplois correspondants.

Le Maire propose à l'assemblée :

La suppression de l'emploi d'adjoint administratif.

Et

La création d'un emploi de Responsable Service Accueil et Communication à temps complet à compter du 1^{er} Juin 2024 et d'ouvrir cet emploi au grade d'Adjoint administratif.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

- **D'adopter** la proposition de Monsieur le Maire,
- **De modifier** comme suit le tableau des emplois à compter du 1^{er} Juin 2024 :
 - Emploi : Responsable Service Accueil et Communication
 - Filière : Administrative
 - Cadre d'emploi : Adjoint Administratifs Territoriaux (C)
 - Grade : Adjoint administratif
 - Ancien effectif : 1
 - Nouvel effectif : 1
- **Se réserve** la possibilité, en cas de recherches infructueuses de candidat statutaire, de recruter un agent contractuel dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de Fonction Publique.
- **Dit** qu'en cas de recherches infructueuses le candidat contractuel recruté sera rémunéré conformément à la grille indiciaire du grade d'adjoint administratif.
- **Dit** que les crédits correspondants sont inscrits au budget

AUTORISE

- Le Maire à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération selon les modalités précisées ci-dessus.

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

COM-41-27-05-24 : RESSOURCES HUMAINES : Suppression / Création de poste d'Agent en charge de la comptabilité, des archives et l'association foncière :

Rapporteur : Jean-Yves ROY, Maire :

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le tableau des emplois,
Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 25 Mars 2024,

Le Maire, informe l'assemblée :

Conformément aux dispositions de l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'organe délibérant de la collectivité de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Monsieur le Maire précise qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par un contractuel relevant du grade d'Adjoint administratif principal 2^{ème} classe (Catégorie C) dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de la Fonction Publique. Il devra dans ce cas justifier d'une expérience professionnelle significative dans son secteur d'expertise. La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement. La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience. Le recrutement de l'agent contractuel sera alors prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Considérant un accroissement de la charge de travail en comptabilité s'expliquant par des procédures des partenaires de la collectivité de plus en plus lourdes,

Le Maire propose à l'assemblée :

La suppression de l'emploi d'agent en charge de la comptabilité, des archives et de l'association foncière à temps non complet à raison de 28 heures hebdomadaires.

Et

La création d'un emploi d'agent en charge de la comptabilité, des archives et de l'association foncière à temps non complet à raison de 32 heures hebdomadaires à compter du 1^{er} Juin 2024 et d'ouvrir cet emploi au grade d'Adjoint administratif principal 2^{ème} classe.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

- **D'adopter** la proposition de Monsieur le Maire,
- **De modifier** comme suit le tableau des emplois à compter du 1^{er} Juin 2024 :
 - Emploi : Responsable Service Accueil et Communication
 - Filière : Administrative
 - Cadre d'emploi : Adjoint Administratifs Territoriaux (C)
 - Grade : Adjoint administratif principal 2^{ème} classe
 - Ancien effectif : 1
 - Nouvel effectif : 1
- **Se réserve** la possibilité, en cas de recherches infructueuses de candidat statutaire, de recruter un agent contractuel dans les conditions fixées aux articles L.332-8 à L.332-12 du Code Général de Fonction Publique.
- **Dit** qu'en cas de recherches infructueuses le candidat contractuel recruté sera rémunéré conformément à la grille indiciaire du grade d'adjoint administratif principal 2^{ème} classe.
- **Dit** que les crédits correspondants sont inscrits au budget

AUTORISE

- Le Maire à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération selon les modalités précisées ci-dessus.

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

COM-42-27-05-24 : RESSOURCES HUMAINES : Instauration des indemnités horaires pour travaux supplémentaires :

Rapporteur : Jean-Yves ROY, Maire :

Monsieur le Maire précise aux membres du conseil municipal que la délibération instaurant les indemnités horaires pour travaux supplémentaires est obsolète depuis 2005. Aussi, il convient que ce sujet soit de nouveau délibéré afin de pouvoir continuer à payer cette indemnité aux agents quand cela est nécessaire.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié par le décret 2008-1451 du 22 décembre 2008,

VU le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié par le décret 2007-1630 du 19 novembre 2007 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

VU le décret n° 2010-310 du 22 mars 2010 modifiant le décret 2002-528 du 25 avril 2002,

VU la jurisprudence et notamment l'arrêt du Conseil d'Etat n° 131247 et n°131248 du 12 juillet 1995 autorisant un agent seul dans son grade à bénéficier du taux maximum individuel au titre du principe d'égalité de traitement,

Vu le décret n° 2020-592 du 15 mai 2020 relatif aux modalités de calcul et à la majoration de la rémunération des heures complémentaires des agents de la fonction publique territoriale nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

VU l'attente de l'avis du Comité Social Territorial,

VU les crédits inscrits au budget,

Considérant que conformément au décret n° 2002-60 précité, la compensation des heures supplémentaires peut être réalisée, en toute ou partie, sous la forme de repos compensateur et qu'à défaut de compensation sous la forme de repos compensateur, les heures accomplies sont indemnisées

Considérant toutefois que M. le Maire souhaite à titre subsidiaire, quand l'intérêt du service l'exige, pouvoir compenser les travaux supplémentaires moyennant une indemnité dès lors que les travaux ont

été réalisés à sa demande ou à la demande du secrétariat général, dans la limite de 25 heures supplémentaires par mois et par agent.

Après en avoir délibéré, et à l'unanimité, le conseil municipal :

DECIDE

D'instituer selon les modalités suivantes et dans la limite des textes applicables aux agents de l'Etat l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires :

Bénéficiaires de l'IHTS

Les IHTS concernent les fonctionnaires titulaires et stagiaires, les agents contractuels de droit public de catégorie C et ceux de catégorie B relevant des cadres d'emplois suivants :

Filière	Grade	Fonctions ou service (le cas échéant)
Technique	Adjoint Technique Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} Classe Adjoint Technique Principal 1 ^{ère} Classe Technicien	Responsable des équipes techniques Agent Polyvalent Agent d'Entretien Agent d'Entretien / Atsem Atsem
Social	ATSEM ATSEM 2 ^{ème} Classe ATSEM 1 ^{ère} Classe	ATSEM
Animation	Adjoint d'animation Adjoint d'animation principal 2 ^{ème} classe Adjoint d'animation principal 1 ^{ère} classe	Accompagnateur/trice de bus scolaire
Administrative	Adjoint administratif Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	Secrétaire Général Responsable Service Population et Urbanisme Responsable Service Accueil et Communication Agent en charge de la comptabilité, de l'archivage et de l'association foncière
Police Municipale	Gardien-Brigadier Brigadier-Chef-Principal	Responsable du Service de Police Municipale

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont attribuées dans le cadre de la réalisation effective de travaux supplémentaires demandés par l'autorité territoriale ou le secrétariat général selon les dispositions du décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002.

La rémunération de ces travaux supplémentaires est subordonnée à la mise en place de moyen de contrôle d'une feuille mensuelle de déclaration.

Le versement de ces indemnités est limité à un contingent mensuel de 25 heures par mois et par agent. Lorsque les circonstances exceptionnelles le justifient et pour une période limitée, le contingent mensuel

peut être dépassé sur décision du chef de service qui en informe immédiatement les représentants du personnel du Comité social territorial.

A titre exceptionnel, des dérogations peuvent être accordées après consultation du CST, pour certaines fonctions.

L'indemnisation des heures supplémentaires se fera comme suit :

Traitement brut annuel de l'agent (+ indemnité de résidence)

1820

Cette rémunération horaire est multipliée par :

- 1,25 pour les quatorze premières heures supplémentaires,
- 1,27 pour les heures suivantes, dans la limite de 25 heures mensuelles et dans le respect des garanties minimales du temps de travail.

L'heure supplémentaire est majorée de 100% lorsqu'elle est effectuée de nuit et des deux tiers lorsqu'elle est effectuée un dimanche ou un jour férié. Ces deux majorations ne peuvent se cumuler.

La nouvelle bonification indiciaire entre dans le calcul de l'IHTS.

Le temps de récupération accordé à un agent est égal à la durée des travaux supplémentaires effectués. Une majoration de nuit, dimanche ou jours fériés peut être envisagée dans les mêmes proportions que celles fixées pour la rémunération, c'est-à-dire une majoration de 100% pour le travail de nuit et des 2/3 pour le travail du dimanche et des jours fériés.

Agents à temps non complet

Peuvent également être amenés à effectuer des heures (dites heures complémentaires) en plus de leur temps de travail, en raison des nécessités de service et à la demande de la hiérarchie.

Les heures complémentaires réalisées par les agents en plus de leur temps de travail et jusqu'à 35 heures hebdomadaires (temps légal du travail), lorsqu'elles n'ont pas fait pas l'objet d'une compensation sont rémunérées selon le taux horaire de l'agent. Au-delà, elles sont calculées selon la procédure normale décrite dans le décret n° 2002-60.

Périodicité de versement

Le paiement des primes et indemnités fixées par la présente délibération sera effectué selon une périodicité mensuelle.

Clause de revalorisation

Précise que les primes et indemnités susvisées feront l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants ou taux ou les corps de référence seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire,

Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 29/05/2024

Crédits budgétaires

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

AUTORISE

- Le Maire à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération selon les modalités précisées ci-dessus.

Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

COM-43-27-05-24 : RESSOURCES HUMAINES : Recours à l'apprentissage :

Rapporteur : Jean-Yves ROY, Maire :

Monsieur le Maire explique aux membres du conseil municipal que depuis le 1^{er} janvier 2023 le Centre National de la Fonction Publique Territoriale peut prendre en charge tout ou une partie du coût d'un apprenti. Un recensement des besoins a été effectué en début d'année auprès des collectivités territoriales. Seul 9000 contrats peuvent être pris en charge par le CNFPT. La commune de SAINT-AUBIN s'est vu alloué un contrat pour la préparation du CAP Accompagnement Educatif Petite Enfance. Monsieur le Maire précise qu'il souhaite un(e) apprenti(e) qui suive sa formation en présentiel et non en distanciel.

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code général de la fonction publique,

VU le Code du travail, notamment les articles L.6227-1 à L.6227-12 et D.6271-1 à D.6275-5

VU l'attente de l'avis du Comité Social Territorial

CONSIDÉRANT que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 ans au minimum et de 29 ans révolus au maximum, d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

CONSIDÉRANT que ce dispositif peut être ouvert, sous condition, à des mineurs de 15 ans ou à des majeurs de 30 ans et plus (personne reconnue handicapée ou qui envisage de créer ou reprendre une entreprise supposant l'obtention d'un diplôme) ;

CONSIDÉRANT que la formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

CONSIDÉRANT que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui ;

CONSIDÉRANT qu'il revient au Conseil municipal de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

DÉCIDE le recours au contrat d'apprentissage,

DÉCIDE de conclure dès la rentrée scolaire de septembre 2024 un contrat d'apprentissage conformément au tableau suivant :

Service	Nombre de postes	Diplôme préparé	Durée de la Formation
SCOLAIRE	1	CAP Accompagnement Educatif Petite Enfance	12 ou 24 mois

DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal,

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis.

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

COM-44-27-05-24 : FINANCES : Choix des entreprises concernant la rénovation des toilettes de l'école Anne Raffy :

Rapporteur : Jean-Yves ROY, Maire :

Monsieur le Maire s'assure que l'ensemble des élus a reçu le tableau récapitulatif de consultation des entreprises concernant la phase 1 du projet de création et de rénovation des toilettes de l'école primaire ANNE RAFFY.

La consultation étant terminée, il convient de choisir les entreprises pour les différents lots.

Monsieur PERROT : On remarque que plusieurs entreprises n'ont pas répondu.

Monsieur le Maire : Surtout les entreprises Saint-Aubinoises qui, pourtant, ont été relancées.

Madame CHEVRIAUT : Le délai pour répondre était court.

Monsieur le Maire : En effet, c'est pour que les travaux puissent avoir lieu pendant les grandes vacances scolaires.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la commande publique et plus particulièrement l'article R2122-8,

Vu la délibération COM-80-21-11-23 du 21 novembre 2023 concernant le projet de création et rénovation des sanitaires de l'école Anne Raffy,

Considérant qu'il y a lieu d'exécuter la prestation ci-dessous dont les crédits sont inscrits au budget communal, section investissement,

Considérant qu'une procédure de consultation a été lancée par le cabinet BATICONSEIL,

Considérant que plusieurs opérateurs économiques ont remis des offres recevables dans le délai imparti

Considérant qu'une analyse de l'offre a été établie par le Maître d'œuvre

Le conseil municipal a pris connaissance des résultats établis au terme de cette analyse puis après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

ATTRIBUE

Le marché aux entreprises suivantes :

- LOT 1 (Démolition Maçonnerie) : Entreprise FRENOT RAMBOZ pour un montant de :
 - 4906.80 € HT

- LOT 2 (Plâtrerie / Isolation) : Entreprise POLYPEINT pour un montant de :
○ 4189.20 € HT
- LOT 3 (Revêtement Muraux) : Entreprise POLYPEINT pour un montant de :
○ 3743.66 € HT
- LOT 4 (Menuiserie Intérieure) : Entreprise PEGUILLET pour un montant de :
○ 2076.86 € HT
- LOT 5 : Electricité ventilation : Entreprise DL ELECTRICITE pour un montant de :
○ 3121.00 € HT
- LOT 6 : Sanitaire fournitures et poses : Entreprise DESCHAMPS pour un montant de :
○ 5845.21 € HT
- LOT 7 : Carrelage / Faïence : Entreprise VERNOTTE pour un montant de :
○ 3936.26 € HT

AUTORISE

Monsieur le Maire a signé l'ensemble des documents concernant ce marché.

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

COM-45-27-05-24 : FINANCES : Devis du feu d'artifice du 14 juillet 2024 :

Rapporteur : Maryline VERNEZ, 3^{ème} Adjointe au Maire

Monsieur le Maire donne la parole à Madame VERNEZ. Cette dernière présente aux élus le devis du feu d'artifice 2024 proposé par l'entreprise PYRAGRIC pour un montant de 3 000 € TTC.

Vu le code de la commande publique ;

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu l'exposé du rapporteur,

Vu la proposition de l'entreprise PYRAGRIC

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- **Accepte** le devis de l'entreprise PYRAGRIC pour le feu d'artifice 2024 pour un montant de 3 000 € TTC.
- **Autorise** Monsieur le Maire à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement de ce marché
- **Dit** que les dépenses sont inscrites au budget principal de la commune.

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

COM-46-27-05-24 : FINANCES : Tarifs Foyer Rural:

Rapporteur : Maryline VERNEZ, 3^{ème} Adjointe au Maire

Madame VERNEZ garde la parole et explique aux élus qu'il est primordial de faire évoluer les tarifs de la salle communale dite foyer rural. En effet il apparaît à l'usage qu'il est nécessaire de proposer deux forfaits week-end distincts.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération COM-94-21-11-23 du 21 novembre 2023 concernant la reprise de la gestion et les tarifs du foyer rural

Vu la délibération COM-11-25-03-24 du 25 Mars 2024 révisant les tarifs du foyer rural

Considérant qu'il est nécessaire de proposer deux forfaits week-end

Considérant l'exposé de Madame VERNEZ

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

De modifier les tarifs de la salle communale dite Foyer Rural à compter du 1^{er} Juin 2024 comme suit :

NATURE DE LA LOCATION	CAUTION	SAINT-AUBINOIS(ES)			CAUTION	EXTERIEURS		
		LOCATION	ARRHES	SOLDE		LOCATION	ARRHES	SOL.DE
FORFAIT WEEKEND VENDREDI/SAMEDI/ DIMANCHE	500.00 €	380.00 €	150.00 €	230.00 €	500.00 €	580.00 €	250.00 €	330.00 €
FORFAIT WEEKEND SAMEDI/DIMANCHE	500.00 €	300.00 €	100.00 €	200.00 €	500.00 €	500.0 €	200.00 €	300.00 €
JOUR(S) FERIE(S) OU EN SEMAINE	500.00 €	150.00 €	50.00 €	100.00 €	500.00 €	250.00 €	100.00 €	150.00 €
EVÈNEMENTS ASSOCIATIFS OUVERTS AU PUBLIC 1 JOUR	SANS	80.00 €			500.00 €	300.00 €		
EVÈNEMENTS ASSOCIATIFS OUVERTS AU PUBLIC 2 JOURS	SANS	150.00 €			500.00 €	400.00 €		
EVÈNEMENTS ASSOCIATIFS SANS BUT LUCRATIF	SANS	GRATUIT			500.00 €	100.00 €		
REPAS RÉSERVÉ AUX ADHÉRENTS DE L'ASSOCIATION ORGANISATRICE	SANS	25.00 €			75.00 €			
UTILISATION LAVE-VAISSELLE/CHAMBRE FROIDE SANS LOCATION DE SALLE	50.00 €							

D'instaurer une caution ménage de 50 €.

D'instaurer un tarif en cas de casse et/ou vol de la vaisselle et du matériel ménage comme suit :

TARIFS SI CASSE/VOL VAISSELLE ou MATÉRIEL MÉNAGE	
Verres, Tasses, coupe à glace, ramequins, corbeille à pain et serpillère	3 €
Assiettes	8 €
Gros ustensile de cuisine, carafe en verre, pot en inox, saladier en verre et brosse à récurer	10 €
Poêle et faitout, plateau et tire-bouchon	20 €

De demander un remboursement au prix coûtant de l'électroménager si la caution ne suffit pas à couvrir les dégâts.

AUTORISE

Monsieur le Maire à signer tout document relatif à la présente délibération.

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

COM-47-27-05-24 : FINANCES : Fête patronale remboursement tickets de manège, de boisson et de gaufre :

Rapporteur : Maryline VERNEZ, 3^{ème} adjointe au Maire

Madame VERNEZ garde la parole et explique aux membres du conseil municipal que, comme les années précédentes la commune offre des tickets de manège pour la fête foraine du mois de Mai aux enfants scolarisés sur SAINT-AUBIN. Madame VERNEZ précise que 2 tickets d'une valeur d'1€70 chacun seront distribués par élève. Ils pourront les utiliser auprès des forains de la fête patronale du 4 et 5 mai 2024. De plus, Madame VERNEZ propose que l'on offre un ticket boisson et un ticket gaufre d'une valeur d'1 € chacun aux majorettes de l'association Les Majorettes Saintes Aubinoises afin de les remercier de leur investissement pour cette édition. Ce stand étant tenu par L'Amicale des Pompiers, la commune remboursera les tickets boissons et gaufres directement à cette dernière sur présentation d'une facture.

Monsieur le Maire : Combien de tickets manèges ont été donnés ?

Madame VERNEZ : Nous avons distribué 600 tickets et 282 nous sont revenus. C'est plus que l'année précédente.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique

Considérant la volonté d'offrir à l'ensemble des enfants scolarisés sur la commune l'opportunité de participer à la fête du patrimoine 2024,

Considérant la volonté de remercier l'investissement des membres de l'association Les Majorettes Saintes-Aubinoises,

Le conseil municipal, après avoir délibéré et à l'unanimité :

DECIDE

- De rembourser aux forains 1€70 par tickets donnés aux élèves de la commune
- De rembourser à l'Amicale des Pompiers 1€ par ticket boisson et 1€ par ticket gaufre sur présentation d'une facture

DIT

- Que les crédits nécessaires sont inscrits au budget

AUTORISE

- Le Maire à effectuer toutes les démarches nécessaires à la présente délibération.

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

COM-48-27-05-24 : FINANCES : Réfection des cloches de l'Église :

Rapporteur : Jean-Yves ROY, Maire,

Monsieur le Maire reprend la parole et précise qu'il est urgent de réparer les cloches de l'Église. La société Prêtre et Fils a établi un devis de 3 038.00 € HT.

La paroisse propose de participer en remboursant à la collectivité 50%. Monsieur le Maire remercie la paroisse pour sa proposition.

Vu le code de la commande publique

Considérant qu'il est nécessaire d'intervenir sur les cloches et leur mécanisme de l'église de la commune

Après avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal :

DECIDE

- D'accepter le devis de l'entreprise PRETRE ET FILS pour un montant de 3038.00 € HT soit 3645.60 € TTC.
- D'accepter la participation financière de la paroisse
- D'inscrire les crédits nécessaires au budget principal

AUTORISE

Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches nécessaires à la présente délibération.

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

COM-49-27-05-24 : FINANCES : Demande de subvention au titre du volet renouvellement forestier de France 2030:

Rapporteur : François DAUBIGNEY, Adjoint au Maire,

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur DAUBIGNEY. Ce dernier explique aux élus que les parcelles 37 et 38 sont actuellement peuplées en Frênes qui sont malades. Il propose de les replanter en peuplier. Aussi, dans le cadre du plan France Relance 2030 qui vise à renouveler, enrichir, améliorer les forêts et renforcer la résilience des écosystèmes dans le contexte du changement climatique, il est possible de demander une subvention ne pouvant excéder 80% du prix total. Le montant estimatif des travaux s'élève à 69 448.66€ et le montant de la subvention sollicitée s'élève à 55 558.93€.

Madame MICHAUD : Quand est-ce qu'aura lieu la plantation ?

Monsieur DAUBIGNEY : A l'automne.

Monsieur MAIRET : Est-ce certain que ça sera des peupliers ?

Monsieur DAUBIGNEY : Oui, c'est certain.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- **Sollicite** l'octroi d'une aide publique dans le cadre de la Mise en œuvre du volet Renouvellement Forestier de France 2030, destinée à financer l'opération suivante :
 - Reboisement en peupliers sur 8,50 ha de peuplements de frênes chararosés, incluant :
 - Prestation de maîtrise d'œuvre des travaux,
 - Prestation de travaux sylvicoles sur les parcelles cadastrales AC93 et AC97.
- **Dit** que les parcelles cadastrales dans lesquelles sont réalisés ces travaux bénéficient du régime forestier conformément à l'arrêté d'aménagement en date du 28 janvier 2020.
- **Dit** que :
 - Le montant estimatif des travaux nécessaires au projet s'élève à 69 448,66 €HT (A)(Montant estimatif établi par l'ONF, sur la base de tarifs 2024)
 - Le montant éligible du projet s'élève à 69 448,66 €HT (B)

(Montant calculé par application des barèmes en vigueur pour France 2030)

- Le montant de la subvention sollicitée s'élève à 55 558,93 € (C)

- **Approuve** le plan de financement suivant :
 - Subvention sollicitée 55 558,93 €
 - Autofinancement estimatif [(A)-(C)] : 13 889,73 €
- **S'engage** à financer la part des dépenses qui ne sera pas couverte par la subvention. Le Conseil municipal prend acte que le taux de subvention, tous financeurs publics confondus, est plafonné par arrêté ministériel et par catégorie de dépenses. Dans tous les cas, il ne peut dépasser 80% du montant éligible des travaux (calculé sur la base des barèmes « France 2030 »).
- **S'engage** à inscrire chaque année au budget de la commune, les sommes nécessaires à la bonne conduite des peuplements sur le budget Forêt ;
- **S'engage** à réaliser la totalité des travaux prévus au projet avant le 31 juillet 2028 (travaux réalisés et dépenses acquittées) ;
- **S'engage** à respecter les règles de la commande publique ;
- **Donne** pouvoir à Monsieur le Maire pour signer tout document et acte relatif à ce projet.

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

COM-50-27-05-24 : FINANCES : Demande de subvention Conseil Départemental du Jura : Travaux de Nettoyement - Dépressage :

Rapporteur : François DAUBIGNEY, Adjoint au Maire,

Monsieur DAUBIGNEY garde la parole et explique aux élus que dans le cadre d'un nettoyage – dépressage de la parcelle 7j pour une superficie de 06ha80 il est possible de demander au Conseil Départemental une subvention de 500€/ha soit un total de 3400.00 € pour ce projet.

Madame BACHUT : A combien s'élève le montant des travaux ?

Monsieur DAUBIGNEY : Nous n'avons pas encore le montant définitif.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le projet technique proposé par l'Office National des Forêts

Considérant le besoin de nettoyage – dépressage de la parcelle 7j

Après avoir délibéré, et à l'unanimité, le Conseil Municipal

- **Sollicite** auprès du Conseil Départemental du Jura, l'Octroi d'une subvention de 500€/ha pour permettre la réalisation de travaux de nettoyage / dépressage
 - Dans la parcelle forestière 7j
 - Sur une surface de 06ha80
- **Demande** le meilleur taux de subvention en fonction de la réglementation en vigueur, sans dépasser au total le taux maximum autorisé de 80% d'aides publiques,
- **Certifie** que les terrains concernés bénéficient du régime forestier
- **Certifie** que la forêt est dotée d'un plan d'aménagement en vigueur
- **S'engage** à réaliser les travaux prévus dans le délai prévu par la décision attributive
- **S'engage** à ne pas démarrer les travaux avant la réception de la notification concernant la décision attributive
- **S'engage** à assurer la part d'auto-financement lui incombant pour la réalisation intégrale du projet
- **S'engage** à ne pas démembrer, pendant une durée de cinq ans les parcelles bénéficiant du présent projet

- **S'engage** à entretenir normalement les équipements réalisés pendant une durée de cinq ans
- **Charge** l'ONF à titre d'expert de l'étude du projet et notamment de préparer et suivre le dossier de demande de subvention
- **Désigne** l'ONF pour l'assister dans les démarches à entreprendre auprès du Conseil Départemental du Jura, dans le cadre de la convention annuelle
- **Donne** pouvoir à Monsieur le Maire pour signer tout document et acte relatif à ce projet

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

COM-51-27-05-24 : FINANCES : Validation des devis Green-Box :

Rapporteur : Jean-Yves ROY, Maire,

Monsieur le Maire reprend la parole, s'assure que chacun des élus a reçu les devis et explique aux membres du conseil municipal que la collectivité doit trouver une solution rapidement pour vendre les terrains du lotissement Corvée Seguire. Une campagne de communication doit être lancée rapidement. La société Green-Box, spécialisée en communication, va lancer une campagne écrite avec un envoi à la presse et aux professionnels du secteur. Néanmoins, il est primordial de lancer une campagne sur internet avec la création d'un site spécialisé permettant un véritable travail de référencement.

Madame MICHAUD : Ce coût est pour quelle périodicité ?

Monsieur le Maire : Concernant le site internet, c'est illimité. Seul un coût d'hébergement annuel de 50€ sera à payer par la suite. Concernant le référencement cela dépendra de nos besoins. La somme de ce devis est un forfait.

Monsieur PERROT : A l'avenir, on pourra solliciter Florent TABUTIN chef d'une entreprise Sainte-Aubinoise qui exerce dans ce domaine.

Monsieur le Maire : Bien sûr, nous le consulterons pour les projets à venir.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique

Vu les devis de la société Green-Box numéro DE-1955 et DE-1954

Considérant qu'il est essentiel que les terrains du lotissement Corvée Seguire se vendent

Après avoir délibéré, et à l'unanimité, le conseil municipal

APPROUVE

- Le devis n°DE-1954 de la société Green-Box pour la création d'un site internet vitrine pour un montant de 2510.00 HT soit 3012.00€ TTC.
- Le devis n°DE-1955 de la société Green-Box pour le référencement du site internet vitrine pour un montant de 2200.00 € HT soit 2640.00 TTC.

DECIDE

D'imputer cette dépense au budget principal de la commune

AUTORISE

Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches nécessaire à la présente délibération.

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

COM-52-27-05-24 : FINANCES : Commande groupée Pellets

Rapporteur : Jean-Yves ROY, Maire,

Monsieur le Maire indique aux élus qu'il a consulté trois entreprises pour les commandes de Pellets. A savoir l'entreprise Bourgogne Pellets qui fait une proposition de 5€35€ TTC le sac de 15 kgs, l'entreprise Mutelet qui fait une proposition de 5.44€ TTC de 15 kgs et l'entreprise La Bûche Jurassienne qui propose 4,90 € TTC. Monsieur le Maire propose de choisir l'entreprise La Bûche Jurassienne et de facturer aux administrés en ayant fait la demande 324.40 € la palette et 162€20 la demi-palette.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique

Vu les propositions de prix des entreprises Bourgogne Pellets, Mutelet et La Bûche Jurassienne

Considérant la demande des administrés pour une commande groupée

Après avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal

DECIDE

- D'accepter la proposition de l'entreprise La Bûche Jurassienne à savoir : 4€90 le sac de Pellets.
- De facturer aux administrés en ayant fait la demande 324€40 la palette et 162€20 la demi-palette

DIT

- Que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal

AUTORISE

- Monsieur le Maire à effectuer les démarches nécessaires à cette présente délibération

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

COM-53-27-05-24 : MARCHÉ PUBLIC : Solde Opération SIDEDEC lotissement Corvée Seguine :

Rapporteur Jean-Yves ROY, Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la commande publique,

Vu la délibération n° COM-76-05-09-17 du 05/09/2017 actant de la mise en œuvre du projet de lotissement « Nouveau Quartier la Corvée Séguine »

Vu le contrat de mandat signé le 06/09/2017

Vu le marché de maîtrise d'œuvre signé le 26/03/2018

Vu le marché de travaux signé le 08/05/2019

Vu la réception partielle de la tranche ferme notifiée le 11/12/2019

Vu l'accord entre toutes les parties et la commune de résilier l'ensemble des marchés les concernant sans indemnité ni pénalité

Considérant l'évolution des conditions de réalisation du projet, notamment l'augmentation des tarifs et la difficulté de la commune à vendre les terrains du lotissement.

Après avoir délibéré et à l'unanimité le conseil municipal :

Approuve la résiliation des marchés de travaux et de MOE sans indemnité de part et d'autre ;
Autorise le SICTOM, mandataire, à procéder à la résiliation des marchés de travaux et de maîtrise d'œuvre ainsi qu'à prendre tous les actes nécessaires à leur réception et au règlement de leur solde ;
Approuve la résiliation du marché de mandat de maîtrise d'ouvrage sans indemnité de part et d'autre ;
Autorise le Maire à prendre tous les actes nécessaires pour résilier ledit le marché de mandat ;

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

COM-54-27-05-24 : URBANISME : Avis de la Commune sur la demande d'enregistrement déposée par le SICTOM de la zone de Dole pour le projet de réaménagement et à la mise en conformité de la déchetterie sur la commune de Saint-Aubin:

Rapporteur Jean-Yves ROY, Maire :

Monsieur le Maire, rappelle que le SICTOM de la zone de Dole exploite actuellement 10 déchetteries. Il indique que la déchetterie de Saint-Aubin présentant des installations non conformes, le SICTOM de la zone de DOLE a pris la décision de réaménager la déchetterie.

Ce réaménagement conforme aux exigences réglementaires est prévu Rue du Fragnot (latitude : 47.020583/ longitude : 5.335580) sur la Commune de Saint-Aubin.

La déchetterie sera équipée d'une végeterie, d'une benne carton et d'une benne gravats.

Ce projet étant soumis à la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, une demande d'enregistrement a été déposée par le SICTOM de la zone de DOLE auprès de la Préfecture du Jura.

Par arrêté du 19 mars 2024, Monsieur le Préfet du Jura a prescrit l'ouverture d'une consultation du public sur le dossier de demande d'enregistrement présenté par le SICTOM de la zone de DOLE, dossier qui a été mis à la disposition du public du 11 avril 2024 au 9 mai 2024 inclus.

Conformément à l'article R-512-46-11 du Code de l'Environnement, le Conseil Municipal où l'installation est projetée et consultée en vue de faire connaître son avis.

Monsieur le Maire indique également que la consultation des usagers par Monsieur GAGNOUX préconise le maintien des bennes bois, mobilier/encombrants et ferraille. Monsieur le Maire précise que pour la ferraille il y a la possibilité de travailler avec un ferrailleur de la commune. Pour les encombrants il indique qu'il y aura une recyclerie et la commune s'assurera qu'une benne soit à disposition pour les jours d'ouverture. Pour le bois, une partie pourra être prise en charge par la recyclerie pour le reste il sera plus difficile de trouver une solution locale.

Le Conseil Municipal,

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles R-512-46-1 et suivants ;

VU l'arrêté Préfectoral du 19 mars 2024 portant ouverture d'une consultation du public sur la demande d'enregistrement présentée par le SICTOM ;

AYANT entendu les explications de Monsieur le Maire ;

APRES en avoir délibéré et à la majorité

DECIDE

- D'émettre un avis favorable sur le projet de réaménagement de la déchetterie sur la Commune.

AUTORISE

- Monsieur le Maire, à signer tous les documents et actes relatifs à ce dossier

POUR : 17

CONTRE : 1 (Laurent Perrot)

ABSTENTION : 1 (Virginie WINCKLER)

DIVERS

- Madame BACHUT informe qu'il y aura un Cinéma Plein Air le 9 juillet. La séance débutera à 22h mais il sera proposé un pique-nique à 19h.
- Monsieur le Maire s'assure que l'ensemble des élus a reçu le tableau concernant la permanence des bureaux de votes pour le 9 juin. Il indique que la mise en place aura lieu le 8 juin.
- Monsieur le maire fait un retour concernant la journée de la biodiversité du 25 mai 2024 et dit qu'elle s'est très bien déroulée.
- Monsieur le Maire indique que lors du prochain conseil municipal, le 24 juin, une entreprise viendra à 19h30 présenter un projet au sol de photovoltaïque au sol sur 1ha.
- Madame MICHAUD demande s'il y a des nouvelles du SDIS. Monsieur le Maire lui indique qu'il y a eu une augmentation des tarifs et que le sujet passe au conseil communautaire dans le mois de Juin.
- Monsieur DAUBIGNEY informe l'ensemble des élus que Monsieur PLANET change de poste à l'ONF et qu'il ne sera plus notre interlocuteur privilégié. Il souhaite le rencontrer afin de le remercier pour tout le travail effectué sur la forêt de la commune. Il sera remplacé dans un premier temps par Monsieur DELANNOY.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h16

Le Maire,
Jean-Yves ROY



La Secrétaire de Séance,
Maud DUC-SALVATORI



Procès verbal adopté et signé lors de la
séance du 24 juin 2024.

